

b) l'article 4 de l'arrêté royal susmentionné, de transmettre au Ministère de la Santé publique et de la Famille : Administration de Soins et Centre de Traitement de l'Information, les expressions d'oppositions au prélèvement et à la transplantation d'organes et de tissus après le décès et les déclarations de volonté expresse du donneur, par l'intermédiaire du Registre national des personnes physiques conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

**Art. 2.** Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1986.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

F. 87 — 315

**Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Santé publique et de la Famille à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques en vue de l'application de la législation sur le prélèvement et la transplantation d'organes**

**COMMISSION CONSULTATIVE  
DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

Avis n° 86/050 du 27 août 1986

Objet : Projet d'arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Santé publique et de la Famille à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

La Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu la demande d'avis du 14 juillet 1986, reçue le 15 juillet 1986, du Ministre des Affaires sociales et du Secrétaire d'Etat à la Santé publique, relative à un projet d'arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Santé publique et de la Famille à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques;

A émis le 27 août 1986, l'avis suivant :

**I. Considérations préliminaires.**

Des précisions apportées par les représentants de l'autorité demanderesse, il appert que le projet d'arrêté royal soumis à la Commission fait partie d'une série d'arrêtés royaux appelés à être portés en exécution de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation, d'organes. La loi précitée n'a pas encore été publiée au *Moniteur belge*. D'après les précisions communiquées à la Commission, cette publication est suspendue tant que n'auront pas été rédigés tous ses arrêtés d'exécution, parmi lesquels figure le projet d'arrêté royal soumis à la Commission. Etant donné qu'il s'agit de l'occurrence de la mise sur pied d'un système complètement nouveau, son élaboration exige un certain temps. Eu égard au fait que la loi du 13 juin 1986 comprend un certain nombre d'interdictions et de dispositions pénales, il est impossible de procéder à sa publication préalable.

b) artikel 4 van voormeld koninklijk besluit, de uitdrukking van verzet tegen het wegnemen en transplanteren van de organen en weefsels na overlijden en de uitdrukkelijke wilsbeschikking van de donor, te verstrekken aan het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin : Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen en Centrum voor Informatieverwerking, door toedoen van het Rijksregister van de natuurlijke personen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

**Art. 2.** Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 1986.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 87 — 315

**Koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, voor de toepassing van de wetgeving betreffende het wegnemen en transplanteren van organen**

**RAADGEVENDE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING  
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

Advies nr. 86/050 d.d. 27 augustus 1986

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken

De Raadgevende Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het verzoek om advies van 14 juli 1986, ontvangen op 15 juli 1986, van de Minister van Sociale Zaken en de Staatssecretaris voor Volksgezondheid betreffende een ontwerp van koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken;

Heeft op 27 augustus 1986 volgend advies gegeven :

**I. Inleidende beschouwingen.**

Uit de toelichtingen verstrekt door de vertegenwoordigers van de verzoekende overheid blijkt dat het aan de Commissie voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit deel uitmaakt van een reeks van koninklijke besluiten die zullen worden uitgevaardigd ter uitvoering van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen. Voormelde wet is nog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Naar aan de Commissie is verduidelijkt wordt met deze bekendmaking gewacht totdat alle uitvoeringsbesluiten — waaronder het aan de Commissie voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit — zullen zijn opgesteld. Daar het hier om een volledig nieuw systeem gaat, is voor de uitwerking ervan enige tijd vereist. Gelet op het feit dat de wet van 13 juni 1986 een aantal verbods- en strafbepalingen bevat is het niet mogelijk over te gaan tot haar voorafgaande bekendmaking.

Sur la base de l'article 10, §§ 3 et 4, de la nouvelle loi, un arrêté royal prévoit, d'une part, la procédure selon laquelle le donneur ou les autres personnes visées à l'article 10, § 2, de ladite loi peuvent exprimer leur opposition au prélèvement, et d'autre part, la procédure selon laquelle le donneur consentant au prélèvement d'organes peut faire connaître expressément sa volonté.

Du projet d'arrêté royal remis pour information par l'autorité requérante et des explications fournies à ce sujet, il ressort que la volonté (accord ou opposition) de l'intéressé concernant le prélèvement et la transplantation d'organes est enregistrée auprès de son administration communale sur un formulaire ad hoc. Est mentionné sur ce formulaire le numéro d'identification de l'intéressé au Registre national. Les informations ainsi obtenues sont communiquées par les communes à une banque de données du Ministère de la Santé publique et de la Famille par l'intermédiaire du Registre national. Le Registre national veillera à ce que les données fassent l'objet d'une mise à jour permanente (en cas de décès, de révocation, etc.).

Toute personne ayant complété le formulaire susvisé se verra délivrer par les autorités communales copie de sa déclaration, copie attestant que ladite déclaration a été stockée dans la mémoire du système informatique.

Avant de procéder au prélèvement d'un organe sur une personne décédée, il s'indiquera de s'assurer qu'il n'existe aucune opposition audit prélèvement (article 10, § 1<sup>er</sup>, de la nouvelle loi).

Toujours d'après les renseignements fournis par les représentants de l'autorité requérante, ce contrôle s'effectuera en consultant la banque de données visées au Ministère de la Santé publique et de la Famille. La consultation de ladite banque de données se fera toutefois uniquement à l'intervention d'un des sept centres de transplantation d'organes.

Eu égard, au caractère sensible des données et dans une optique de protection de la vie privée, une série de mesures de sécurité sont prévues.

## II. Objet du projet d'arrêté royal soumis pour avis.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis tend à autoriser le Ministre des Affaires sociales, le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et certains fonctionnaires du niveau I de l'Administration des Etablissements de soins et du Centre de Traitement de l'Information délégués par eux, à utiliser le numéro d'identification du Registre national en vue d'identifier les personnes qui se sont opposées au prélèvement d'organes et de tissus ainsi que celles qui y ont consenti expressément (articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet).

Est également sollicitée l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification dans les relations internes et externes nécessaires exclusivement pour l'accomplissement de tâches spécifiques (article 3 du projet).

### Avis de la Commission.

De ce qui précède, il appert que le numéro d'identification du Registre national est utilisé lors de l'enregistrement de la volonté de l'intéressé et peut être aussi lors du contrôle préalable au prélèvement d'organes ou de tissus sur la personne décédée.

Pour ce qui est de l'interrogation effectuée à des fins de contrôle, il convient de souligner qu'il y sera procédé par des personnes appartenant aux centres de transplantation d'organes avec lesquels le médecin ayant l'intention de procéder au prélèvement de certains organes ou tissus, doit préalablement prendre contact. Pareil contrôle suppose la faculté d'utiliser le numéro d'identification. Or, dans la mesure où pareil contrôle requiert d'utilisation du numéro d'identification du Registre national (soit en procédant à une interrogation à l'aide du numéro en question, pour autant qu'il soit connu, soit en faisant apparaître ledit numéro à l'écran sur base d'un autre élément d'identification), la Commission ne peut que rendre un avis défavorable, les centres de transplantation d'organes chargés d'effectuer l'interrogation ne peuvent être classés parmi les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal.

Compte tenu du fait que l'intervention desdits centres de transplantation d'organes est primordiale, selon les explications des représentants de l'autorité requérante, il s'indique de mettre au point un système excluant l'utilisation du numéro d'identification du Registre national et son apparition sur les écrans dans le cadre des contrôles effectués en vue de prélèvements d'organe.

Op basis van artikel 10, § 3 en § 4, van de wet wordt bij koninklijk besluit de wijze bepaald waarop, enerzijds, het verzet door de donor of door andere in artikel 10, § 2, van de wet bedoelde personen tegen het wegnemen van organen kan worden uitgedrukt en, anderzijds, de wijze waarop een uitdrukkelijke wilsbeschikking van de donor houdende zijn instemming tot het wegnemen van organen, kan worden gemaakt.

Aan de hand van het door de verzoekende overheid ter informatie overhandigd ontwerp van koninklijk besluit en van de door haar verstrekte uitleg, kan worden gesteld dat de registratie van de wilsuitdrukkingen (positieve of negatieve) betreffende het wegnemen en transplanteren van organen geschiedt door invulling van een formulier bij het gemeentebestuur van de woonplaats van de betrokkene. Op dit formulier wordt het identificatienummer bij het Rijksregister van de betrokkene vermeld. De aldus bekomen informatie wordt door de gemeenten, via het Rijksregister, medegegeeld aan een gegevensbank van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin. Het Rijksregister zal erover waken dat de gegevens permanent worden bijgehouden (overlijdens, herroeping, enz.).

Degene die een formulier heeft ingevuld krijgt van de gemeenteveroerheid een afschrift van zijn verklaring als bewijs dat deze in het informatiesysteem is opgenomen.

Vooraleer tot wegneming van een orgaan over te gaan bij een overledene moet worden nagegaan of er daartegen geen verzet bestaat (artikel 10, § 1, van de nieuwe wet).

Steeds volgens de uiteenzetting van de vertegenwoordigers van de verzoekende overheid zal deze controle geschieden door raadpleging van de gegevensbank bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin. De raadpleging van deze gegevensbank geschiedt enkel door een van de zeven erkende transplantatiecentra.

Gelet op de gevoelige aard van de gegevens en met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt in een aantal beveiligingsmaatregelen voorzien.

## II. Voorwerp van het voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit.

Het voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe de Minister van Sociale Zaken, de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en bepaalde door hen gemachtigde ambtenaren van niveau I van de Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen en van het Centrum voor Informatieverwerking te machtigen het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken ter identificatie van de personen die zich hebben verzet tegen de wegneming van organen en weefsels of die hiermee uitdrukkelijk hebben ingestemd (artikelen 1 en 2 van het ontwerp).

De machtiging wordt eveneens gevraagd voor het gebruik in de interne en externe betrekkingen die nodig zijn uitsluitend voor het vervullen van bepaalde taken (artikel 3 van het ontwerp).

### Advies van de Commissie.

Uit wat vooraf gaat, blijkt dat het identificatienummer van het Rijksregister gebruikt wordt bij de registratie van de wilsuitdrukking en ook kan gebruikt worden bij de controle die moet gebeuren voorafgaand aan de wegneming van de organen of weefsels bij de overleden persoon.

Wat deze laatste ondervraging ter controle betreft dient erop gewezen dat deze zal geschieden door personen die behoren tot de transplantatiecentra waarmee de geneesheer die tot wegneming van bepaalde organen of weefsels wil overgaan, contact dient op te nemen. Voor de controleondervraging is het mogelijk gebruik te maken van het identificatienummer. Welnu, in de mate dat bij de controleondervraging wordt gebruik gemaakt van het identificatienummer van het Rijksregister (hetzij door ondervraging op basis van dit nummer — indien men erover zou beschikken —, hetzij doordat bij de ondervraging op basis van een ander identificatiegegeven, het identificatienummer op het scherm te voorschijn komt) dient de Commissie negatief te adviseren daar de transplantatiecentra die tot de ondervraging zullen overgaan, niet kunnen worden gerangschikt onder de personen bedoeld in artikel 1 van het ontwerp.

Gelet op het feit dat, volgens de uitleg van de vertegenwoordigers van de verzoekende overheid, de tussenkomst van deze transplantatiecentra essentieel is, dient een systeem te worden uitgewerkt waarbij voor de controleondervragingen geen gebruik wordt gemaakt van het identificatienummer van het Rijksregister en dit nummer ook niet verschijnt op de schermen van de terminals in de transplantatiecentra.

Il s'indique de préciser dans l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal en indiquant qu'il s'agit de la section d'Administration des Etablissements de soins et du Centre de Traitement de l'Information du Ministère de la Santé publique et de la Famille.

L'article 16 de la nouvelle loi du 13 juin 1986 stipule que certains médecins-fonctionnaires désignés par le Roi sont chargés de contrôler l'application de ladite loi et de ses arrêtés d'exécution. Selon les renseignements communiqués à la Commission, cette mission serait confiée aux secrétaires des commissions médicales provinciales, fonctionnaires qui ne font pas partie de l'Administration des Etablissements de soins mais de l'Administration de l'Hygiène publique. La Commission estime qu'il s'indique de mentionner également ces fonctionnaires à l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal, étant donné qu'ils peuvent être appelés à utiliser le numéro d'identification du Registre national dans l'exercice de leur mission de contrôle.

La Commission ne peut marquer son accord sur le libellé de l'article 3 dudit projet d'arrêté royal, car il est trop vague et susceptible d'une intervention trop large. En ce qui concerne les relations externes, la Commission péconise une formulation aussi précise que possible, les tiers ou catégories de tierces personnes devant être mentionnés expressément. A cet égard, il convient de souligner la nécessité pour les services désignés d'obtenir eux-mêmes l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification au Registre national. Il s'indique dès lors de revoir l'article 3.

Eu égard qu'aux termes de la loi, le numéro d'identification des intéressés sera mentionné sur un formulaire destiné à enregistrer leur volonté expresse, la Commission attire l'attention sur le fait que ledit numéro d'identification ne peut figurer sur des documents communiqués à des tiers non autorisés à l'utiliser. Les intéressés ont, quant à eux, la faculté d'inscrire leur propre numéro d'identification sur les documents susvisés, ce sans qu'ils puissent y être obligés.

Enfin, la Commission fait observer, compte tenu du caractère sensible des données enregistrées, que tout doit être mis en œuvre pour protéger les informations stockées.

Sous réserve de ce qui précède, la Commission émet un avis favorable sur le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis.

Le Secrétaire,  
J. Baret.

Le Président,  
D. Holsters.

30 OCTOBRE 1986. — Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère de la Santé publique et de la Famille à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, en vue de l'application de la législation sur le prélèvement et la transplantation d'organes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu l'avis n° 86/050 de la Commission consultative de la protection de la vie privée, rendu le 27 août 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Le Ministre et le Secrétaire d'Etat ayant la Santé publique dans leurs attributions et les fonctionnaires du niveau 1 de l'Administration des Etablissements de Soins, de l'Administration de l'Hygiène publique et du Centre de Traitement de l'Information, du Ministère de la Santé publique et de la Famille, délégués par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat concerné, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, pour l'identification des personnes dont la déclaration de volonté en matière de prélèvement d'organes a été communiquée au Ministère de la Santé publique et de la Famille conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 octobre 1986 organisant le mode d'expression de la volonté du donneur ou des

Article 1 van het ontwerp zou moeten worden verduidelijkt door te bepalen dat het de Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen en het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin betreft.

Artikel 16 van de wet van 13 juni 1986 bepaalt dat bepaalde door de Koning aangewezen geneesheren-ambtenaren worden belast met de controle op de toepassing van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan. Naar aan de Commissie is medegedeeld zou deze opdracht worden toevertrouwd aan de secretarissen van de provinciale geneeskundige commissies en behoren deze ambtenaren niet tot de Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen doch tot de Bestuursafdeling voor Volksgezondheid. De Commissie meent dat het aangewezen is deze ambtenaren eveneens te vermelden in artikel 1 van het ontwerp daar het mogelijk is dat zij bij de uitoefening van hun controleopdracht zullen moeten gebruik maken van het identificatienummer van het Rijksregister.

Met de voorgeslede redactie van artikel 3 van het ontwerp kan de Commissie zich niet akkoord verklaren. Deze formulering is te vaag en te ruim. Wat de externe betrekkingen betreft staat de Commissie een zo precies mogelijke formulering voor waarbij de derden of althans de categorieën van derden uitdrukkelijk dienen te worden vermeld. Hierbij weze aangestipt dat het noodzakelijk is dat de aangewezen diensten zelf machtiging tot gebruik bekomen. Het artikel dient bijgevolg te worden herzien.

Gelet op het feit dat het identificatienummer zal worden vermeld op een formulier tot registratie van de wilsuitdrukking zoals vermeld in de wet, vestigt de Commissie er de aandacht op dat het identificatienummer niet mag voorkomen op documenten die ter kennis worden gebracht van niet-gemachtigde derden. De betrokkene mag wel zelf zijn identificatienummer aanbrengen op deze documenten, zonder dat hij hiertoe kan worden verplicht.

De Commissie wijst er ten slotte op dat, gelet op het delicaat karakter van de geregistreerde gegevens, al het nodige moet worden gedaan ter beveiliging van de opgeslagen informatie.

Onder voorbehoud van wat vooraf gaat, geeft de Commissie een gunstig advies met betrekking tot het voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit.

De Secretaris,  
J. Baret.

De Voorzitter,  
D. Holsters.

30 OKTOBER 1986. — Koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, voor de toepassing van de wetgeving betreffende het wegnemen en transplanteren van organen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies nr. 86/050 van de Raadgevende Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, uitgebracht op 27 augustus 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister en de Staatssecretaris tot wier bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en de door hen gemachtigde ambtenaren van niveau 1 van de Bestuursafdeling der Verplegingsinrichtingen, de Bestuursafdeling voor Volksgezondheid en het Centrum voor Informatieverwerking, van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, zijn gemachtigd het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, ter identificatie van de personen wier wilsuitdrukking inzake het wegnemen van organen aan het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin werd medegedeeld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 oktober 1986 tot regeling van de wijze waarop de donor of de

personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

**Art. 2.** Le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques peut être utilisé au seul titre d'identifiant dans les fichiers et répertoires des autorités visées à l'article 1<sup>er</sup>, et ceci exclusivement pour l'accomplissement des tâches dont celles-ci sont chargées dans le cadre de la législation relative aux prélèvements et aux transplantations d'organes.

**Art. 3.** Outre l'usage prévu à l'article 2 le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques peut également être utilisé dans les relations internes nécessaires pour l'accomplissement des tâches prévues à l'article 2.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 1986.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
**J. GOL**

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
**J. MICHEL**

Le Ministre des Affaires sociales,  
**J.-L. DEHAENE**

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
**Mme W. DEMEESTER-DE MEYER**

F. 87 — 316

**30 OCTOBRE 1986.** — Arrêté royal organisant le mode d'expression du consentement au prélèvement d'organes et de tissus sur des personnes vivantes

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, notamment l'article 15;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le consentement écrit au prélèvement d'organes ou de tissus sur des personnes vivantes, visé aux articles 5, 6 § 2, 7, § 2 et 8 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, doit, sous peine de nullité, contenir les mentions suivantes :

a) le nom et l'âge du donneur et, le cas échéant, le nom, l'âge et la qualité dans laquelle agissent les personnes visées aux articles 6, § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et 7, § 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi du 13 juin 1986, susvisée;

b) la datation et la signature de la personne ou des personnes donnant leur consentement;

c) le nom et l'âge du témoin majeur;

d) la datation et la signature du témoin concerné;

e) le nom et le lieu de l'hôpital auquel le consentement est communiqué.

**Art. 2.** Le consentement sera communiqué à l'hôpital où s'effectuera le prélèvement d'organes ou de tissus. Il sera enregistré dans le dossier médical du donneur.

personen bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, hun wil te kennen geven.

**Art. 2.** Het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen mag alleen gebruikt worden als identificatiemiddel in de bestanden en repertoria van de overheden beoogd in artikel 1, en dit uitsluitend voor het vervullen van de taken waarmee zij in het raam van de wetgeving betreffende het wegnemen en transplanteren van organen belast zijn.

**Art. 3.** Behalve het gebruik waarin voorzien in artikel 2, kan het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen eveneens gebruikt worden in de interne betrekkingen die nodig zijn voor het vervullen van de taken bepaald in artikel 2.

**Art. 4.** Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 1986.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
**J. GOL**

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
**J. MICHEL**

De Minister van Sociale Zaken,  
**J.-L. DEHAENE**

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
**Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER**

N. 87 — 316

**30 OKTOBER 1986.** — Koninklijk besluit tot regeling van de wijze waarop de toestemming tot het wegnemen van organen en weefsels bij levenden wordt uitgedrukt

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De schriftelijke toestemming tot het wegnemen van organen of weefsels bij levenden, als bedoeld in de artikelen 5, 6 § 2, 7, § 2 en 8 van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, dient op straffe van nietigheid de volgende vermeldingen te bevatten :

a) de naam en de leeftijd van de donor en, in voorkomend geval, de naam, de leeftijd en de hoedanigheid waarin de personen bedoeld in de artikelen 6, § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en 7, § 2, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van de voormelde wet van 13 juni 1986 optreden;

b) de dagtekening en de handtekening van de persoon of de personen die de toestemming geven;

c) de naam en de leeftijd van de meerderjarige getuige;

d) de dagtekening en de handtekening van de genoemde getuige;

e) de naam en de plaats van het ziekenhuis waar de toestemming wordt neergelegd.

**Art. 2.** De toestemming wordt neergelegd in het ziekenhuis waar het wegnemen van de organen of weefsels zal geschieden. Zij wordt in het medisch dossier van de donor opgenomen.